

## Table des matières

Introduction - L'engagement d'un historien	7
Vive la Russie!	27
Le réveil russe	31
Heures graves en Russie	34
La chute de Kerenski	38
Le bolchevisme et le jacobinisme	43
La paix avec les soviets	58
Lénine et Robespierre	61
L'effondrement polonais	67
Mauvaises raisons	71
Le bolchevisme est-il antidémocratique?	75
L'enseignement des révolutions	86
Ce que nous a coûté la peur du bolchevisme	90
La Révolution française et la révolution russe	94
Dictature et Liberté	99
Comment les révolutions débutent	102
La famine dans l'Histoire	105
Pour atteindre la masse	108
La revanche de Wilson	111
Krassine et M. Aulard	115
M. Aulard et la légalité	119
Une lettre	123
Choses de Russie soviétique	127
Index des noms	138

## Le bolchevisme est-il antidémocratique ?

Le Progrès Civique – 11 et 18 septembre 1920

### 1.

La question vaut sans doute d'être examinée puisque, sortant du cadre inférieur des polémiques de presse, elle vient de passer brusquement à l'ordre du jour des chancelleries.

Spectacle singulier. Tandis que les deux grandes monarchies de l'Entente, l'Angleterre et l'Italie, envisageaient l'opportunité de renouer les relations diplomatiques avec le gouvernement des soviets, les deux républiques d'Amérique et de France s'accordaient pour s'y refuser.

Et c'est au nom d'une morale civique rigoureuse, qu'on n'était pas encore habitué à voir invoquer en de pareilles conjonctures, que MM. Colby<sup>1</sup> et Millerand, ces deux vestales, justifiaient leur refus !

Le crime des bolchevistes, c'est qu'ils ne sont qu'une minorité qui a conquis le pouvoir par la force et qui ne s'y maintient que par la terreur ; – c'est qu'ils ont dispersé la Constituante et supprimé les élections ; – c'est « qu'ils ont fait obstacle, résume M. Millerand, à la création d'un gouvernement représentatif populaire basé sur le suffrage universel ».

Sévère gardien de ce qu'il considère comme la vérité démocratique, le ministre français croit sauver la civilisation en prolongeant l'état de guerre entre la Russie et le reste du monde.

Je n'aurai point l'indiscrétion de rechercher jusqu'à quel point le violent amour que M. Millerand porte à la démocratie en Russie inspire les actes de sa politique en France. Je préfère croire à la

---

1. Bainbridge Colby (1869-1950), Secrétaire d'État des États-Unis de mars 1920 à mars 1921.

sincérité de ses déclarations, si étonnantes qu'elles soient sous la plume du tombeur de Combes, de l'avocat-conseil de la Fédération des industriels et des commerçants, du fondateur du Bloc national et de l'auteur responsable des poursuites contre la CGT.

Je veux m'efforcer d'examiner sérieusement une question qu'on a posée avec sérieux, j'imagine.

Si c'est un vice originel irrémédiable pour un régime que d'être issu de la violence, combien de gouvernements nous faudra-t-il condamner rétrospectivement, au nom des règles invoquées par MM. Colby et Millerand ?

Tous les gouvernements français qui se sont succédé depuis les deux derniers siècles : la monarchie constitutionnelle de 1789 sortie de la prise de la Bastille, la république de 1792 sortie de la prise des Tuileries, le Premier Empire issu du coup d'État du 18 brumaire, les Cent-Jours, la monarchie de Juillet, la Seconde République, le Second Empire, la Troisième République enfin née le 4 septembre d'une émeute devant l'ennemi.

Seules trouveront grâce devant nos moralistes les deux Restaurations qui ne sont pas sorties d'un mouvement de révolte de la population, mais, ce qui vaut mieux sans doute, des fourgons de l'étranger.

Certes, je n'ai garde d'oublier que parmi les gouvernements d'émeute qui se sont intronisés chez nous les uns après les autres, la plupart, sinon tous, ont fait régulariser après coup leur naissance illégitime par des consultations nationales. Mais ces consultations, que valent-elles au regard du dogme mis en avant ?

Quels sont les titres de la glorieuse Convention nationale ?

Elle a été élue dans la période des massacres de Septembre, au vote à haute voix, par une infime minorité d'électeurs.

Peut-on la considérer comme une représentation exacte du peuple français ?

Peut-on oublier qu'elle subit la loi de l'émeute, le 2 juin 1793, quand elle fut mutilée de 34 de ses membres et bientôt de 72 autres qui avaient protesté contre l'arrestation des premiers et qui allèrent les rejoindre en prison ?

Passera-t-on sous silence que cette Convention épurée, cette Convention devenue montagnarde par un coup de force, gouverna le pays par la Terreur, en mettant en œuvre des procédés

et des méthodes que les bolchevistes n'ont fait qu'imiter et perfectionner ?

On reproche aux soviets de supprimer les élections, – reproche assez injuste, comme nous l'allons voir, – mais la Convention n'a-t-elle pas fait de même ? En vertu de la loi du 14 frimaire, an II, véritable Constitution de temps de guerre, toutes les administrations élues, départements, districts, municipalités, tous les membres des tribunaux également élus alors, furent dorénavant à la nomination de la Convention elle-même ou de ses délégués, les célèbres proconsuls en mission.

On dira que la guerre intérieure et extérieure autorisait ces mesures d'exception, mais, outre que l'excuse est valable pour les soviets, l'historien est obligé d'ajouter que même après les glorieux traités de Bâle signés avec la Prusse et avec l'Espagne, le suffrage universel continua d'être traité en suspect par la Convention finissante.

Épouvantée par les progrès du royalisme après la descente des émigrés à Quiberon, elle décida que les électeurs devraient obligatoirement choisir parmi ses membres les deux tiers des députés des futurs Conseils des Anciens et des Cinq-Cents qui devaient la remplacer, et elle fusilla, le 13 vendémiaire, les pétitionnaires des sections parisiennes qui protestaient contre cette violation manifeste de la souveraineté populaire.

Faut-il rappeler encore que le Directoire, par le coup d'État du 19 fructidor, an V, épura les Conseils législatifs régulièrement élus, déporta à Cayenne les chefs de la majorité royaliste, et qu'un an plus tard il fit casser les élections dans plus de la moitié des départements, le 22 floréal, an VI ?

Ce régime du suffrage universel, qui est pour MM. Colby et Millerand la condition sine qua non à laquelle ils reconnaissent qu'un gouvernement est régulier, n'a jamais fonctionné normalement pendant toute la durée de la Première République. Plus exigeants que les monarques du temps, ils n'auraient donc jamais traité avec elle.

En revanche, les deux Empires qui furent consacrés par de triomphants plébiscites seraient à leurs yeux, des démocraties légitimes.

Quel dommage qu'on ne puisse plus interroger sur les mérites démocratiques du suffrage universel les proscrits du 2 décembre !

## Révolution russe et Révolution française

Mais leurs écrits restent et on peut toujours savoir ce que pensaient de la loi du nombre ces bolcheviks qui s'appelaient Victor Hugo, Quinet, Peyrat ou Vacquerie !

Ceci nous conduit à rechercher si le suffrage universel d'une part, le gouvernement représentatif de l'autre sont la forme dernière et définitive de la démocratie réelle.

Certes personne, Lénine moins que tout autre, ne niera que l'égalité politique fut une précieuse conquête en son temps et un moyen d'affranchissement non négligeable pour l'humanité. Mais personne ne songera non plus à nier que le suffrage universel qui donne à tous les citoyens, inégaux par la richesse et la culture, un identique bulletin de vote n'est qu'un procédé très imparfait pour réaliser la démocratie.

Jean-Jacques Rousseau, qui a posé dans son *Contrat social*, avec une prescience étonnante, presque tous les problèmes de l'avenir, l'a fort bien vu. Pour lui, la démocratie ne pouvait exister si l'égalité politique n'était conditionnée par une certaine égalité de fortunes et de classes.

L'expérience a prouvé surabondamment, hélas ! que dans les sociétés capitalistes de notre temps, les institutions démocratiques ne sont plus guère qu'un simulacre.

Quel droit dérisoire que ce bulletin de vote qui permet de choisir, un jour tous les quatre ans, un « représentant » qui ne comptera avec ses électeurs que ce jour-là !

Une démocratie ainsi « représentée » n'était pas pour Jean-Jacques une vraie démocratie. Il réservait ce nom aux seuls régimes de gouvernement direct, à ceux qui pratiquent, comme la Suisse ou l'Australie, le référendum populaire.

« Les députés du peuple, disait-il, ne sont ni ne peuvent être ses représentants ; ils ne sont que ses commissaires ; ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle. Ce n'est point une loi. Le peuple anglais pense être libre, il se trompe fort ; il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement. Sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. »

Il ajoutait cette réflexion pessimiste qui pourrait s'appliquer à d'autres peuples encore qu'au peuple anglais :

« Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde. » (*Contrat*, III, 15.)

## Le bolchevisme est-il antidémocratique ?

Jean-Jacques était trop réaliste pour espérer qu'une démocratie pure, c'est-à-dire une démocratie où le peuple délibérerait constamment sur toutes les affaires, pût jamais exister.

« À prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritables démocraties et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné. On ne peut imaginer que le peuple reste incessamment assemblé pour vaquer aux affaires publiques et l'on voit aisément qu'il ne saurait établir pour cela des commissaires, sans que la forme de l'administration change. » (III, 4.)

Mais si une démocratie est chose impossible, il n'en reste pas moins que seul mérite le non de démocratie le gouvernement qui associe le plus de monde possible à ses délibérations et à son administration.

Robespierre qui s'est efforcé, avec une vaillance héroïque, à traduire dans les faits l'idéal de son maître Rousseau, a donné de la démocratie cette définition admirable qui n'a rien perdu de sa valeur :

« La démocratie est un État où le peuple souverain, guidé par les lois qui sont son ouvrage, fait par lui-même tout ce qu'il peut bien faire et par des délégués tout ce qu'il ne peut pas faire lui-même. » (17 pluviôse, an II.)

Si Robespierre et Jean-Jacques ont raison, si la démocratie est essentiellement le régime qui associe systématiquement le peuple à ses délibérations et à ses actes, pouvons-nous dire maintenant que la République bolcheviste n'est pas une démocratie ?

### 2.

Pouvons-nous dire que la République bolcheviste n'est pas une démocratie ?

On lui reproche d'avoir supprimé l'égalité politique et mutilé le suffrage universel. Examinons.

Elle a fait dépendre le droit de suffrage de l'exercice d'une profession utile à la société. Tout citoyen valide qui ne travaille pas ne vote pas.

Quel est le démocrate qui rejettera ce principe ? Saint-Just avait déjà dit le 8 ventôse : « Quels droits ont dans la patrie ceux qui ne font rien ? »

## Révolution russe et Révolution française

Mais la République soviétique a encore exclu du droit de vote ceux qu'elle considère comme ses ennemis irréductibles : les moines, les nobles, les anciens fonctionnaires du tsarisme.

Simple mesure de défense qui rappelle exactement celles que pratiquait communément notre République jacobine.

Plus près de nous, Gambetta n'avait-il pas pris à Bordeaux, au lendemain de l'armistice, un décret célèbre pour exclusion de l'éligibilité les magistrats des commissions mixtes ?

En fait, il n'y a pas de pays où les élections soient plus fréquentes que dans la République des soviets. Voici des faits que j'emprunte au dernier numéro de *La République russe*, organe de Kerenski, qui se publie à Paris.

Les 2214 membres du soviet de Petrograd viennent d'être élus, comme tous les soviets de la Russie.

Le collège électoral comprenait 6 sections :

1° Les soldats de l'Armée rouge, les matelots et volontaires. Ils ont élu 533 députés dont 491 communistes ;

2° Les employés des soviets (391 députés, dont 278 communistes) ;

3° Les ménagères (147 députés, dont 49 communistes) ;

4° Les syndicats (325 députés, dont 237 communistes) ;

5° Les étudiants (21 députés, dont 7 communistes) ;

6° Les ouvriers et ouvrières non syndiqués (777 députés, dont 497 communistes).

Et ne croyez pas que ces élections ont été faites par d'infimes minorités. Le journal ne donne pas le chiffre des votants pour les premier et troisième groupes, mais voici les autres :

2° groupe : 143 000 suffrages exprimés ;

4° groupe : 47 000 ;

5° groupe : 5 700 ;

6° groupe : 253 000.

Pour toute la Russie le chiffre des votants s'est élevé à 45 % des électeurs inscrits. Cette proportion de votants n'a jamais été atteinte dans tout le cours de la Révolution française. Pétion fut nommé maire de Paris sous la Législative par 10 000 voix environ sur 80 000 inscrits.

Aux dernières élections législatives anglaises, les élections khaki de 1918, le chiffre des abstentions dépassa 45 %. En concluons-nous que le gouvernement de Lloyd George n'étant que l'expression

## Le bolchevisme est-il antidémocratique ?

d'une minorité, est un gouvernement illégal avec lequel une démocratie qui se respecte ne peut entretenir aucuns rapports ?

On observera qu'il n'y a aucune comparaison à faire entre un pays comme l'Angleterre où toutes les libertés existent et un pays comme la Russie rouge où elles sont supprimées.

Il ne faudrait pas cependant exagérer la terreur qui règne dans l'ancien empire des tsars. Elle n'empêche pas la représentation dans les soviets de minorités importantes non communistes. *La République russe*, à laquelle j'emprunte ces chiffres, convient loyalement que pendant la dernière période électorale, « les communistes furent forcés de tolérer le contact entre les mencheviks, les socialistes révolutionnaires et les masses ouvrières dans les réunions politiques ».

Le droit de réunion n'a donc pas été supprimé. Les mencheviks ont pu publier et distribuer un appel à leurs partisans. Et dans cet appel, que demandaient-ils, ces adversaires du régime ? « Le rétablissement effectif du pouvoir des soviets » et « l'abolition de la dictature des commissaires » !

Si les ennemis politiques des bolcheviks lancent de pareils mots d'ordre, c'est donc qu'ils acceptent l'institution de ces « soviets » qui font frissonner d'horreur nos démocrates patentés d'Occident. Et comment ne les accepteraient-ils pas, puisque ce sont eux, les mencheviks, les socialistes révolutionnaires, qui ont créé les premiers soviets et s'en sont servis d'abord pour abattre la monarchie et ensuite pour gouverner le pays sous Kerenski !

Le « soviet », autrement dit « le conseil », « le comité », est l'organe caractéristique de la nouvelle démocratie qui monte à l'horizon de l'Orient.

Le soviet n'est pas un club, comme on l'écrit à l'étourdie. Un club se recrute par cooptation. Il groupe les adhérents d'un même parti. Le soviet, au contraire, est élu par toute la masse électorale. Il est l'expression de la volonté des citoyens. Il réunit par suite des membres d'opinion différente.

En cela, il ne se distingue en rien, sinon par le mode de scrutin et par le nombre, de nos corps élus chargés d'administrer la commune ou le département. Mais il a ceci de vraiment spécifique, de vraiment unique, c'est qu'il est à la fois un organe de délibération et un organe d'exécution. Il applique lui-même ses propres décisions.

## Révolution russe et Révolution française

La fameuse séparation des pouvoirs, exécutif et législatif, chère à Montesquieu comme à Jean-Jacques, est inconnue dans la République russe comme elle l'était, en fait, dans la République jacobine.

Lénine, qui n'est pas seulement un homme d'État, mais un penseur, en a donné la raison profonde. Le but de la révolution, a-t-il dit dans un remarquable rapport présenté au premier Congrès de la Troisième Internationale en mars 1919, le but est « d'abattre fondamentalement tout l'appareil d'État bourgeois, le fonctionnarisme, la justice, l'armée, la police pour les remplacer par l'organisation autonome des masses ouvrières qui ne comporte pas la division des pouvoirs en législatif et en exécutif. »

Autrement dit, en remettant aux soviets toutes les fonctions de l'État, Lénine espère éviter les inconvénients de la bureaucratie et du parlementarisme et réaliser autant que possible ce gouvernement du peuple par le peuple qui est pour lui, comme pour Jean-Jacques et pour Robespierre, le propre de la démocratie véritable.

Dans le même esprit, il veut que les élections soient fréquentes et que les fonctions déléguées par les soviets soient toujours révocables. Du haut en bas de la nouvelle administration, il entend mettre la responsabilité et le contrôle. Son idéal est d'établir une constante circulation politique dans tout le corps social, un échange perpétuel de fonctions et de services, de contrôle et de responsabilité entre les gouvernants et les gouvernés par un roulement sans fin.

Dira-t-on qu'une telle conception est antidémocratique ?

Il est vrai qu'entre l'idéal et la réalité, il y a un chemin.

Lénine en convient tout le premier. Il sait parfaitement que l'expérience inouïe qu'il tente avec une foi sincère et un courage digne de lui concilier le respect de tous les hommes libres, que cette expérience sans précédent ne peut pas, du jour au lendemain, donner des résultats satisfaisants.

La guerre civile et la guerre étrangère détruisent depuis six ans les existences et les moyens de vivre. Cela complique singulièrement la tâche des réformateurs. Cela les oblige à violer plus d'une fois dans la pratique les principes dont ils se réclament.

Est-ce une raison pour condamner sans appel toute l'œuvre législative, toute la besogne constructive de la Russie bolchevique ?

Les seules objections qui comptent, à mon avis, les seules que des hommes impartiaux peuvent retenir, sont celles qui s'attaquent au fond même du système.

## Le bolchevisme est-il antidémocratique ?

Nous dirons toute notre pensée.

Oui, Lénine a raison quand il dénonce les tares trop réelles des régimes parlementaires de nos sociétés capitalistes.

Oui, le suffrage universel, tel qu'il se pratique, n'est trop souvent qu'une fiction misérable.

Oui, l'égalité politique est bien peu de chose sans un minimum d'égalité sociale.

Oui, les libertés ne sont que des apparences quand elles laissent à ceux-là seuls qui ont la fortune, les loisirs et l'instruction, le moyen de les exercer et de s'en prévaloir.

Oui, la liberté de la presse entre autres n'est qu'une dérision quand les capitalistes seuls peuvent acheter le papier, les machines, les plumes et l'opinion.

Mais cela veut-il dire que les remèdes énergiques et somme toute logiques, mis en œuvre par les bolcheviks, échappent eux-mêmes à toute critique et rempliront leur but ? Il est toujours plus facile de détruire que d'édifier. Les soviets ne sont guère aujourd'hui qu'un décor, une promesse si on veut, et il est à croire qu'il en sera longtemps ainsi.

Pour délibérer, le bon sens quelques fois suffit. Pour exécuter, la compétence est nécessaire. En fait les soviets ont été obligés de déléguer leurs pouvoirs à des bureaux qui agissent à leur place et ces bureaux, comme « les permanents » de nos syndicats, forment déjà une sorte d'aristocratie d'exécutants au-dessus de la masse soi-disant souveraine.

Kautsky<sup>1</sup> a fort bien discerné, avec sa perspicacité habituelle, le vice peut-être irrémédiable, de l'expérience bolcheviste.

Il lui reproche d'avoir institué « une aristocratie prolétarienne » et il ne croit pas que cette aristocratie puisse se maintenir. Il en donne cette raison que les prolétaires de nos jours n'ont pas eu le temps ni les moyens de surpasser les anciennes classes dirigeantes, qui ont gardé leur supériorité en instruction générale et en connaissance spéciales dans l'art de gouverner et d'administrer.

La condamnation est peut-être bien rigoureuse et Proudhon, qui discutait, vers 1860, de la capacité des classes ouvrières, n'y souscrirait pas sans doute. Il n'en reste pas moins qu'il y a là une difficulté très sérieuse.

---

1. Karl Kautsky (1854-1940), un des fondateurs de la social-démocratie allemande.

## Révolution russe et Révolution française

Kautsky la croit insurmontable. L'aristocratie prolétarienne n'est pas assez nombreuse pour suffire à toutes les tâches. Elle sera obligée de faire appel aux serviteurs de l'ancien régime. Elle leur ouvrira les états-majors et les portes techniques.

C'est, en effet, ce qui est arrivé.

Il était impossible, d'après Kautsky, qu'il en fût autrement, car, si l'aristocratie soviétiste avait voulu tout faire par elle-même, elle aurait dû épuiser la classe ouvrière de tous ses éléments intelligents et elle aurait ainsi frappé à mort la production : « Pour renforcer la production, dit-il, elle fut forcée de laisser à un élément non prolétaire la tâche de gouverner l'État. »

Ce sont là, avouons-le, des objections dont il serait puéril de nier la gravité.

Nous observerons cependant que cette notion de classe, à laquelle Kautsky, comme Marx, ramène tous les problèmes, ne paraît pas toujours s'imposer au processus social avec une telle régularité qu'on ne puisse rien concevoir en dehors de ses syllogismes. Il y a des facteurs psychologiques que Kautsky néglige et qui ont aussi leur part dans les actes des hommes et dans l'évolution des sociétés.

Je ne trouve pas qu'il soit exact de représenter l'état-major des soviets comme une aristocratie prolétarienne. Cette aristocratie n'est prolétarienne que de tendances et d'instruction ; je vois qu'elle est souvent d'origine bourgeoise et même nobiliaire.

Par suite, il n'est peut-être pas absolument fatal que ces officiers et ces fonctionnaires de l'ancien régime, enrôlés aujourd'hui dans l'organisation bolchevique, regrettent le passé et s'apprentent à trahir le nouvel ordre.

Il n'est peut-être pas démontré qu'il n'y a pas d'autres alternatives pour le bolchevisme : ou de se suicider en tuant la production pour rester prolétarien, ou se suicider en rétablissant l'ancienne aristocratie pour rétablir la production.

Quelles que soient les surprises que nous réserve l'avenir, il semble que nous pouvons conclure, à la fin de cette rapide esquisse, que rien, absolument rien, ne permet de condamner le bolchevisme comme la négation de la démocratie.

Il n'est la négation que de la démocratie actuelle, qui n'est pas la démocratie. Il est au contraire un essai, téméraire peut-être, mais en tout cas sincère, pour organiser sur des bases nouvelles un État populaire où le peuple qui travaille aura le dernier mot.

## **Le bolchevisme est-il antidémocratique ?**

Ceux-là seuls qui combattent sans répit la domination capitaliste décuplée par la guerre sont autorisés à juger le bolchevisme du point de vue démocratique.

Mais ceux qui ne sont au gouvernement que les fondés de pouvoir des classes possédantes sont évidemment mal venus à s'ériger en justiciers au nom du droit populaire.

Les arrêts de ceux-ci seraient négligeables si la paix du monde n'en dépendait.